

Date : 09/11/11

Quand la misère met à jour l'échec de l'État providence

L'Académie catholique de France a consacré un second congrès annuel à la question des pauvretés et aux dispositifs d'urgences que celles-ci appellent. Divers philosophes, économistes, acteurs sociaux, théologiens et artistes dépassent les simples observations et établissent des propositions. Extraits de Pierre Manent

Étant entendu que la persistance, le retour ou l'accroissement récent de la pauvreté peuvent légitimement inspirer des commentaires de nature ou de registre très divers, je considérerai ici la pauvreté comme un motif ou une occasion de réfléchir sur notre situation politique, sociale et morale.

Persistance, retour, ou accroissement, le phénomène entame profondément, me semble-t-il, la confiance en soi et la légitimité du « progressisme » qui porte et emporte nos sociétés depuis deux siècles, et même depuis quatre siècles, si nous faisons commencer le « projet progressiste » avec le programme de Bacon au début du XVIIe siècle : the relief of man's estate. Et nous sommes allés, comme on s'en souvient, du relief de Bacon par l'improvement d'Adam Smith jusqu'à la freedom from want de la Charte de l'Atlantique. Ce serait une voie de recherche que de s'interroger sur les conséquences morales et spirituelles de cette nouvelle pauvreté qui nous rappelle brutalement qu'il y a des limites à la transformation de la condition humaine. Il ne serait d'ailleurs ni judicieux ni charitable de faire de cette expérience l'occasion d'une « revanche chrétienne » contre le progressisme moderne dont la pointe la plus active, en tout cas la plus bruyante, est ou a été agressivement antichrétienne. Les chrétiens peuvent se contenter de n'être pas surpris : « Les pauvres, vous les aurez toujours avec vous. » Mais enfin, étant admis que les chrétiens continueront évidemment de lutter contre la pauvreté, nous nous trouvons devant une situation qui change les termes du rapport entre la perspective ou la proposition chrétienne et la société ou la civilisation européenne et occidentale, qui est en train de perdre la foi et l'espérance qui avaient largement remplacé ou recouvert la foi et l'espérance chrétiennes.

En même temps, il y a quelque chose de très surprenant dans cet échec. Après tout, les progrès de la richesse globale de nos pays ont été tels dans la dernière période, en tout cas

Évaluation du site

Ce site diffuse des articles concernant l'ensemble des aspects de l'actualité générale française et internationale.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 92

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

avant la crise, qu'ils auraient dû permettre l'abolition de la grande pauvreté, d'autant plus que nos sociétés se sont méthodiquement organisées depuis plus d'un demi-siècle pour redistribuer la richesse produite. L'échec du progrès se spécifie alors, se concrétise comme l'échec de l'État providence, forme la plus « avancée » de l'organisation politique et sociale européenne. Une bonne partie de la réflexion occidentale dès les années 1980 a été consacrée à la « crise de l'État-providence » (Rosanvallon, 1981), crise analysée souvent à l'enseigne des « effets pervers », la redistribution décourageant le travail et enfermant les mal lotis dans une « trappe à pauvreté » (Daniel P. Moynihan déjà sur la famille noire aux États-Unis, Philippe Béneton sur le « fléau du bien » en 1983). Cet argumentaire, qui a inspiré les réformes du Welfare en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni, et qui garde d'ailleurs une pertinence certaine, ne parvient en tout cas pas à rendre compte d'un développement tout aussi frappant que la persistance ou l'accroissement du nombre des pauvres, et qui est la recrudescence des riches, phénomène qui a explosé, comme on dit, dans les dernières années, mais qui se manifesta dès ces années 1980 où l'on commençait à mesurer les limites de la redistribution.

Donc, d'un côté, les nouveaux pauvres ; de l'autre, les nouveaux riches, ou super-riches. Il semble que nous soyons revenus au XIXe siècle, en tout cas avant le déploiement de l'État-providence. Ou du moins, il apparaît que celui-ci « mord » de moins en moins sur cette misère qu'il devait abolir. Quelle est la relation entre les nouveaux pauvres et les nouveaux riches ? C'est ici que les choses deviennent intéressantes. Tous les éléments sont là, semble-t-il, avec cette nouvelle pauvreté et cette nouvelle richesse, pour un nouveau marxisme, en tout cas une nouvelle théorie de la paupérisation et de l'exploitation, les nouveaux riches exploitant les nouveaux pauvres. Or, nous ne voyons rien de tel. Il n'échappe à personne que la gauche est incapable de tirer avantage de ce qui apparaît pourtant comme une crise du capitalisme. Nouveaux pauvres et nouveaux riches ne sont plus liés par le lien de l'exploitation directe (l'extraction de la plus-value sur le lieu du travail), ils sont déliés ou séparés comme sont séparées ce que la critique de gauche, et pas seulement de gauche, appelle la bulle financière d'un côté, l'économie réelle de l'autre. L'usine où s'opérait l'alchimie de l'exploitation (tu m'as donné ta force de travail et j'en ai fait de l'or) a pour ainsi dire disparu du paysage social, et d'ailleurs du paysage tout court, du moins sous nos climats. Pfuitt ! Et c'est pour cela que la gauche est muette ! Besancenot et Mélenchon peuvent chanter l'Internationale en karaoke, ils ne feront pas réapparaître l'usine, le lieu réel et concret où s'opérait le grand'œuvre de l'extraction de la plus-value qui fascinait tellement Marx.

Mais si la gauche marxiste est coite, la droite libérale n'a pas de quoi triompher. Il était entendu en effet que la réforme du Welfare allait rendre à la production les prisonniers de la trappe à pauvreté et que la diminution des impôts des riches allait libérer le capital pour la rémunération du travail des pauvres, qui donc ne le seraient plus. Ce n'est pas ce que l'on a vu, même si on a cru le voir un moment, en Irlande ou ailleurs.

Bref, ni la compréhension marxiste, ni la compréhension libérale de l'articulation, de l'attache entre le capital et le travail ne semblent désormais plausibles. Ni la théorie de l'exploitation, ni celle de l'allocation optimale des ressources par le marché ne semblent désormais plausibles. Le lien entre le capital et le travail s'est étrangement distendu. Dès lors, le capital ne ressemble plus au capital, le travail ne ressemble plus au travail. Que s'est-il passé ?

Extraits de Pauvreté et urgences sociales, **Parole et Silence Editions** (octobre 2011)